

ACTION URGENTE

UN MEMBRE DE L'OPPOSITION A ÉTÉ INCULPÉ ET DOIT ÊTRE JUGÉ

Paulin Makaya, membre de l'opposition politique congolaise détenu depuis le 23 novembre, a enfin été présenté à un juge d'instruction de la haute cour de Brazzaville le 1^{er} décembre. Inculpé de trois infractions, il est maintenu en détention provisoire à la prison centrale de Brazzaville.

Le 23 novembre, **Paulin Makaya**, président du parti politique Unis pour le Congo (UPC), s'est présenté au bureau du procureur général près la haute cour de Brazzaville, accompagné de son avocat, aux fins d'interrogatoire dans le cadre d'une enquête. On lui a posé des questions sur sa participation présumée à une manifestation non autorisée contre un référendum sur une révision de la Constitution congolaise. Cette manifestation avait été organisée par l'opposition le 20 octobre, à Brazzaville.

Pendant son interrogatoire avec le procureur général, il a été arrêté par des policiers, puis conduit au commissariat central de la capitale congolaise où il a été interrogé à plusieurs reprises en l'absence de son avocat. Son épouse n'a pas été autorisée à lui rendre visite ni à lui apporter de la nourriture le premier jour de sa détention.

Il a été maintenu en garde à vue au commissariat du 23 novembre au 1^{er} décembre, sans être présenté à un juge ni inculpé pendant plus de 72 heures, la durée maximale de garde à vue autorisée par la loi.

Le 1^{er} décembre, Paulin Makaya a été présenté devant le procureur général, puis devant un juge d'instruction de la haute cour de Brazzaville. Il a été inculpé d'incitation au trouble de l'ordre public pour avoir participé à la manifestation du 20 octobre et tenté de s'emparer du pouvoir par des moyens illégaux, de détention illégale d'armes de guerre et de complicité d'incendie volontaire de bâtiments publics.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en français ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités congolaises à veiller à ce que Paulin Makaya soit jugé conformément aux normes internationales d'équité des procès ;
- priez-les instamment de veiller à ce qu'il ne subisse pas d'actes de torture ni d'autres mauvais traitements pendant sa détention, et qu'il puisse s'entretenir avec l'avocat de son choix, recevoir des visites de ses proches et avoir accès aux services essentiels.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 15 JANVIER 2016 À :

Ministre de la Justice
Aimé Emmanuel Yoka
PO Box: 2497 Brazzaville
République du Congo
Fax : +242 022 81 41 67
Courriel :
lesimon.associates@gmail.com /
alphonse_moubangat@yahoo.fr
Formule d'appel : Monsieur le
Ministre,

Procureur général près la haute cour de
Brazzaville
André Oko Ngakala
Courriel : nzaouf2002@yahoo.fr
Formule d'appel : Monsieur le
Procureur général,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Congo dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax number Email address Salutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 274/15. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr22/2979/2015/fr/>.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

UN MEMBRE DE L'OPPOSITION A ÉTÉ INCULPÉ ET DOIT ÊTRE JUGÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 25 octobre a eu lieu un référendum visant à modifier la Constitution de la République du Congo et à permettre, entre autres, au président en exercice de briguer un troisième mandat en 2016.

Durant la période qui a précédé le référendum, la liberté des médias a été fortement restreinte : les services d'Internet mobile et de messages texte, et le signal de certaines stations de radio ont été coupés à Brazzaville. La liberté de réunion a également fait l'objet de restrictions, de nombreuses manifestations étant interdites et d'autres étant réprimées par une force excessive et injustifiée. Des manifestations ont été organisées à Brazzaville, à Pointe-Noire et dans d'autres villes congolaises pendant cette période, les contestataires entendant exprimer leur opposition aux propositions de modification de la Constitution. Les forces de sécurité du pays ont recouru à une force excessive et, parfois, injustifiée contre les manifestants. Elles ont également tiré à balles réelles contre ceux qui s'étaient rassemblés à Brazzaville le 20 octobre. Les heurts entre forces de sécurité et contestataires ont fait au moins six morts parmi les manifestants et plusieurs blessés.

Après l'adoption le 27 octobre des amendements de la Constitution et leur validation le 6 novembre par la Cour constitutionnelle, on a assisté à une vague d'arrestations et à des actes d'intimidation très fréquents contre celles et ceux qui critiquaient ouvertement les amendements constitutionnels. Le 30 octobre, le domicile de Paulin Makaya a été encerclé et mis à sac par des inconnus et des membres des forces de sécurité. Le 20 novembre, celui-ci a déposé une plainte pour effraction et tentative de meurtre auprès du procureur général près la haute cour de Brazzaville.

Au Congo, les proches de personnes détenues leur apportent souvent de quoi manger, car la nourriture servie par les autorités n'est parfois pas suffisante.

Nom : Paulin Makaya
Homme

Informations complémentaires sur l'AU 274/15, AFR 22/3000/2015, 4 décembre 2015